

# L'INDÉPENDANCE BELGE.

Belgique : un numéro 20 centimes.

PRIX : Bruxelles, 42 fr. par trimestre, 40 par année.  
 Province, 45 fr. »  
 La France, 21 fr. » payable  
 Allemagne, 48 fr. » d'avance  
 Angleterre, 47 sh. »  
 Autres pays, 45 fr. par trim., port en sus.

Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre à vue sur Bruxelles.  
 Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

Edition du matin

CONSERVATION PAR LE PROGRÈS

ANNONCES ordinaires, 30 cent. la ligne, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> payables  
 AVANT (avant les annonces), 1 fr. 25 la ligne, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> payables  
 FAITS divers (corps du journal), 3 fr. la ligne.  
 Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à  
 M. HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 54, ou à M. LAFFITTE, BULLIER, et C<sup>ie</sup>, 8,  
 place de la Bourse.  
 Pour l'étranger, l'Autriche et la Suisse, à MM. HASENSTEIN et VOGELER,  
 à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Dresde, Vienne, Breslau,  
 Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St-Gall, Genève et Lan-  
 gues; à Londres, à M. A. MAURICE, 13, Tavistock Row, A. G.  
 STREET, 20, Cornhill, E. C., M. F. ALCAR, Clements Lane, 8, Lombard st.

Observatoire Royal.

10 août, à midi.

7<sup>e</sup> jour de la lune.

BAROMÈTRE observé.....	755 <sup>mm</sup> 16
THERMOMÈTRE centig. du baromètre.....	16 <sup>°</sup> 8
TEMPÉRATURE corrigée de l'air.....	16 <sup>°</sup> 8
Id. maximum depuis hier midi.....	20 <sup>°</sup> 0
Id. minimum depuis hier midi.....	14 <sup>°</sup> 7
EAU tombée.....	2 <sup>mm</sup> 60
VENT.....	080-850
SOLÉIL, lever.....	4 h. 41 m.
Id. coucher.....	7 h. 28 m.
LUNE, lever.....	11 h. 04 m.
Id. coucher.....	9 h. 56 m.

## B. DIMANCHE

On s'abonne :

BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loups, 62.  
 PROVINCES, dans tous les bureaux de poste;  
 PARIS, J. J. Rousseau, 54.  
 ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),  
 Haasenstein et Vogler;  
 LONDRES, Gower et son, 2, St-Anne's lane; Delany,  
 Davies et C<sup>ie</sup>, n° 4, Finch lane, Cornhill; 1, Cecil st.  
 Strand; Smith and son, 186, Strand; A. Maurice, 13,  
 Tavistock Row; Aug. Sicard, 410, Leadenhall street.  
 AMSTERDAM, B. Esdastrand, libraire;  
 LA HAYE, Belin, libraire;  
 ROTTERDAM, M. Nijth et Van Duijn, libraires  
 LUXEMBOURG, au bureau de poste;  
 ROME, Merlo, libraire, place Colonna, 21;  
 GENÈVE, Gratiot, libraire, rue de la Poste, 21;  
 FLORENCE, Vieusseux, cabinet littéraire;  
 NAPLES, Detken et Rochet;  
 MADRID, Alphonse Duran, Bailly Baillière;  
 CONSTANTINOPLE, Christian Koth, libraire;  
 SMYRNE, Doupriez et C<sup>ie</sup>, libraires.

BRUXELLES, 10 août.

## REVUE POLITIQUE.

Un calme plat règne dans le monde politique en Europe. Les journaux français, il est vrai, font de la polémique de parti plus ardente que jamais pour et contre la république, mais on sent que ces débats ne seraient pas possibles, encore bien qu'ils soient en fait, en Belgique, une chose si naturelle que les rancunes que soulève la consolidation du nouvel ordre des choses, s'ils n'étaient pas en même temps encouragés par la pénurie des événements et des nouvelles. Les bonapartistes surtout font rage contre la république. Ils l'accusent avec persistance de n'avoir pas sauvé au moins Metz et la Lorraine, en faisant la paix après Sedan. Mais le *Séisme* belge rappelle l'existence d'une proclamation in extremis de l'empire agonisant qui fera justice, il faut l'espérer, de cette thèse impudente, d'après laquelle, au lendemain de la honte de Sedan et avant la chute de Metz et de Strasbourg, un gouvernement quelconque eût pu traiter avec l'Allemagne. Quant aux journaux royalistes, l'un d'eux, qu'ils propagent avec le plus de complaisance en ce moment, c'est que la gauche radicale prépare un manifeste dissolutionniste et M. Gambetta une campagne de banquets et de discours dans le même sens. Cette invention est formellement démentie par un de nos correspondants de Paris. D'ailleurs, elle l'était déjà par le bon sens. Pourquoi l'empire républicain traiterait-il le pays alors qu'il le voit de plus en plus venir à elle? Et quant aux divisions dans ses rangs, dont la presse réactionnaire fait grand bruit, il est bien évident qu'elles sont moindres que parmi les monarchistes. Pendant la dernière session les fractions de la gauche ont toujours agi avec la plus grande discipline et avec un grand esprit de modération. Le manifeste de la gauche républicaine est critiqué, il est vrai, par quelques journaux radicaux, mais il n'en est pas moins vrai que toutes les fractions du parti républicain tendent au même but : la consolidation définitive de la forme républicaine, tandis que les monarchistes diffèrent d'opinion et sur le genre de monarchie à donner à la France et sur l'importance des sympathies politiques de la *cinquième*. Nous resterons d'accord avec la doctrine catholique, des citoyens loyaux de l'empire allemand et nous rendrons à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. — Est-ce que le parti catholique allemand serait prêt à jeter les Jésuites par-dessus bord pour sauver sa propre influence?

Des feuilles de Prague ont mis en circulation un faux bulletin d'empereur François-Joseph, à son arrivée à Berlin, apporterait en cadeau à l'empereur Guillaume les insignes du couronnement des anciens empereurs d'Allemagne, la couronne, le sceptre, le globe, etc. Une correspondance officieuse de la *Gazette d'Augsbourg* traite cette nouvelle d'absurde; la cour d'Autriche n'a jamais songé à se déposséder de ses reliques historiques qui rappellent une époque glorieuse pour la maison de Habsbourg. Le nouvel empire allemand, d'ailleurs, n'est pas la continuation du Saint-Empire; la cour de Berlin n'aurait aucun prix à ces insignes et n'a jamais manifesté le désir de se les approprier.

La *Gazette de Vienne* publie la nomination du grand-duc Vladimir, comme chef du régiment de Hussards, n° 14, et du grand-duc Alexis, comme chef du régiment d'Infanterie, n° 39. C'est une nouvelle marque de la réconciliation des deux cours d'Autriche et de Russie.

L'affaire du revenant du palais impérial de Vienne reste toujours enveloppée de mystère. D'après une nouvelle version l'individu blessé par la balle d'un factionnaire ne serait pas un membre du clergé, mais un haut personnage qui aurait été assassiné, redressé et ramené au service du palais, et qui pour ne pas être reconnu s'était affublé d'un peignoir de femme.

Des nouvelles d'Espagne portent que le roi Amédée a signé le décret pour l'émancipation graduelle des esclaves à Cuba et à Porto-Rico.

que, lorsqu'il intervient dans les élections par voie d'intimidation, et qui a signalé au clergé lui-même les dangers auxquels il s'expose en faisant servir son organisation à la poursuite d'intérêts politiques.

La prétention du gouvernement français d'établir des droits proportionnels sur les marchandises anglaises et sur celles transportées à bord des navires anglais menace de faire revivre en Angleterre l'école protectionniste qu'on pouvait croire bien morte en ce pays. Il est vrai que les circonstances sont exceptionnellement favorables à cette résurrection. L'opinion publique, indisposée contre la France, est irritée en même temps d'un haut prix des matières premières, le fer et la houille, indispensables à l'industrie.

L'émancipation des classes laborieuses, en favorisant leurs exigences de bien-être, rend la vie matérielle plus difficile pour les classes moyennes. Enfin, la crainte de voir s'épuiser les dépôts de houille qui ont fait la fortune de l'Angleterre ne laisse pas non plus que d'alarmer les esprits. Sur ces préoccupations économiques vient se greffer la politique. Les tories sentent très bien que s'ils parviennent à rendre le libre échange responsable de la situation actuelle, ils placeront le ministère dans une situation difficile. Aussi le *Standard* est-il entré résolument dans l'arène. Dans un long article, habilement rédigé, où il invoque les intérêts commerciaux de l'Angleterre et les besoins de la défense nationale, l'organe torymanisme paraît avoir attisé considérablement le fanatisme des catholiques allemands. On remarque dans le langage de la presse cléricale en Allemagne un revirement assez surprenant. La *Civiltà cattolica*, l'organe des Jésuites, avait publié un article aussi violent contre la Prusse que sympathique à la revanche française.

La *Augsburger Postzeitung*, organe cléricale des plus prononcés, désavoue, en termes énergiques, la politique du journal toryman. « Une fois de plus », dit-elle, « les sympathies politiques de la *Civiltà*! Nous resterons d'accord avec la doctrine catholique, des citoyens loyaux de l'empire allemand et nous rendrons à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. »

Est-ce que le parti catholique allemand serait prêt à jeter les Jésuites par-dessus bord pour sauver sa propre influence?

Des feuilles de Prague ont mis en circulation un faux bulletin d'empereur François-Joseph, à son arrivée à Berlin, apporterait en cadeau à l'empereur Guillaume les insignes du couronnement des anciens empereurs d'Allemagne, la couronne, le sceptre, le globe, etc.

Une correspondance officieuse de la *Gazette d'Augsbourg* traite cette nouvelle d'absurde; la cour d'Autriche n'a jamais songé à se déposséder de ses reliques historiques qui rappellent une époque glorieuse pour la maison de Habsbourg.

Le nouvel empire allemand, d'ailleurs, n'est pas la continuation du Saint-Empire; la cour de Berlin n'aurait aucun prix à ces insignes et n'a jamais manifesté le désir de se les approprier.

La *Gazette de Vienne* publie la nomination du grand-duc Vladimir, comme chef du régiment de Hussards, n° 14, et du grand-duc Alexis, comme chef du régiment d'Infanterie, n° 39. C'est une nouvelle marque de la réconciliation des deux cours d'Autriche et de Russie.

L'affaire du revenant du palais impérial de Vienne reste toujours enveloppée de mystère. D'après une nouvelle version l'individu blessé par la balle d'un factionnaire ne serait pas un membre du clergé, mais un haut personnage qui aurait été assassiné, redressé et ramené au service du palais, et qui pour ne pas être reconnu s'était affublé d'un peignoir de femme.

Des nouvelles d'Espagne portent que le roi Amédée a signé le décret pour l'émancipation graduelle des esclaves à Cuba et à Porto-Rico.

Le *Moniteur* citait dernièrement, dans un article bibliographique, un mot charmant du cardinal de Retz :

« On a plus de peine, dans les partis, à vivre avec ceux qui y sont, qu'à agir contre ceux qui y sont opposés. »

On dirait une confidence de M. Malou, nous apparaît déjà, transigé et tel que le saluera à jamais la reconnaissance française.

Il faudrait cependant ne point se hâter de faire, dans le présent, ce qui appartient au futur. Le bruit se répand que des admirateurs du Président ont ouvert déjà, faubourg Montmartre, une liste de souscription pour lui ériger une statue. Cette statue, M. Thiers se l'élève chaque jour à lui-même par ses œuvres, et je pense que c'est la seule qu'il ambitionne. Il a assez vécu pour connaître le mépris de tout pedestal et pour savoir que le bronze sonne creux assez souvent.

Tout près des Roches-Noires, ne trouverait-il pas, en descendant sur la plage, la statue que Deauville reconnaissant devait au faiseur de coups d'Etat, M. de Morny? Et lorsque l'homme de Décembre a eu sa statue, comment l'homme de la loi en ambitionnerait-il une?

Cette statue, il l'aura, au surplus, il l'a déjà dans la gratitude publique. Mais il sait bien, le patriote, que l'assise n'en est point achevée et qu'il lui reste à délivrer tout à fait le sol de France. Un jour que la reine Marie-Antoinette demandait à Louis XVI un frivole collier d'une valeur énorme (celui qu'on devait donner à Becherme et Boscange), le roi lui répondit :

une allusion ministérielle à la mauvaise humeur des cléricaux, à leurs tracasseries, à leurs exigences, au embarras qu'ils donnaient à leurs bons amis du gouvernement.

Il y a peut-être quelque impertinence à prêter à un membre du cabinet actuel un mot du petit abbé de Gondy. Nos ministres sont des hommes graves, sérieux, de profonds penseurs, des caractères calmes, pas turbulents du tout, et surtout, comme chacun sait, ennemis de l'intrigue. Gondy était bien un peu léger, mais il avait beaucoup d'esprit, et M. Malou, qui en a une bonne dose, ne se formaliserait pas de la citation. Parole d'honneur, nous y aurions regardé à deux fois avant de le mettre dans la bouche de son coadjuteur, M. Delcour.

On a plus de peine, dans les partis, à vivre avec ceux qui y sont, qu'à agir contre ceux qui y sont opposés.

Que c'est bien dit, et comme c'est vrai! Le mal a tantôt deux siècles; on le croirait d'hier, et même de demain, tant il est vivant et juste, tant il demeure en harmonie avec la réalité des choses.

Mais voyez la malchance des cléricaux! Il leur est aussi malaisé de vivre en bonne intelligence que d'agir contre ceux qui leur sont opposés, et c'est précisément la difficulté de cette action qui envenime leurs querelles et leur fait une vie impossible.

Les députations permanentes de Namur et d'Anvers auraient voulu agir, et violemment, contre les élus du 4<sup>er</sup> juillet. Les cléricaux, maîtres de ces collèges, avaient tout préparé pour en venir à leurs fins. A Namur, en donnant à un même principe deux applications différentes et incompatibles, en prenant deux décisions contradictoires, ils avaient confié à un de leurs hommes le mandat que le corps électoral lui avait refusé; ils comptaient sur un nouveau ballottage pour cléricaiser la majorité libérale du conseil communal. A Anvers et à Malines des enquêtes habilement conduites par des hommes de « courage et de conviction », c'est-à-dire, en style cléricale, prêts à tout faire et se moquant du qu'en dira-t-on, faisaient prévoir l'annulation des élections. On se croyait sûr du ministère. De quoi était-il question, après tout? D'agir contre les adversaires du cléricisme. Contre ces gens-là tout est permis. Les scrupules de légalité sont bons pour les « peureux et les aveugles. »

Où, mais le ministère intervient. Agir, pour vous en parler bien à votre aise, est-il à ses fougues et trop zélés parleurs.

Pour agir il faut non-seulement le droit, et nous ne l'avons pas, la chose est claire, mais il faut aussi la force, et nous l'avons perdue; il faut la force que donne l'opinion publique, et outre que cet appui nous a toujours fait défaut, nous n'en avons plus même l'apparence.

Comment voulez-vous que nous agissions, quand tout le pays s'est soulevé contre nous, et quand les nouveaux électeurs, sur lesquels nous comptons pour nous refaire une virginité politique, se sont jetés dans les bras de nos adversaires?

Ce petit discours n'est pas fait pour plaire aux cléricaux. N'importe; sans s'inquiéter de leur dépit, le ministère, prudent par nécessité sinon par tempérament, donne ordre au gouverneur de Namur de se pourvoir contre l'arrêté de la députation permanente. Il a mandé à Bruxelles, le gouverneur d'Anvers et le renvoie les poches pleines d'instructions qui font leur effet. Les élections d'Anvers et de Malines sont validées.

Les ministres respirent; ils l'ont échappé belle. Mais les cléricaux sont entêtés. Bat-tus, ils tiennent à sauver l'honneur, et ils le sauvent à leur manière, en poussant des cris de rage. La majorité de la députation permanente d'Anvers est jetée aux gémonies. On en veut aux ministres, et on le

leur dit. Qu'est-ce que c'est que des chefs de parti qui n'obéissent pas à leurs troupes, et qui reculent devant un coup de parti. De beaux hommes d'Etat qui n'ont pas seulement le courage de faire une sottise.

A Namur on est moins violent, parce que l'arrêté de la députation n'est pas encore annulé. Mais attendez l'annulation, qui est inévitable, — nous l'avons démontré, et les faits parlent trop clairement pour que nous y insistions — et vous entendrez le tapage.

Autre tuile. Les cléricaux vervaient de mandement au ministre d'ordonner au gouverneur de Liège de se pourvoir contre l'arrêté de la députation permanente de Verviers. Un pourvoi n'engage à rien. Le ministre l'ordonne. Il s'en serait volontiers passé; mais il faut bien faire quelque chose pour ses amis.

Seulement le malheur veut que la députation permanente de Liège soit aussi impartiale, aussi désintéressée que les députations de Namur et d'Anvers l'étaient peu; son arrêté est si fortement motivé que la presse cléricale n'a pas même essayé l'critique, et le ministère est aussi embarrassé pour révoquer ce qu'il fait à Liège ses adversaires, que pour approuver ce que ses amis voulaient faire à Namur et à Anvers.

Et voilà comment le ministère, modifiant légèrement le mot du cardinal de Retz, est amené à cette conclusion désastreuse :

On a tant de peine, dans le parti cléricale, à vivre avec ceux qui y sont, qu'à agir contre ceux qui y sont opposés.

Le gouverneur du Brabant a formé recours auprès du Roi contre un arrêté de la députation permanente concernant les élections communales de Molenbeek-Werbecq.

Cette commune avait à élire sept conseillers, dont deux pour la section de Werbecq et cinq pour celle de Molenbeek.

La députation a validé le scrutin ouvert pour Werbecq sur cette décision résulte de renseignements erronés, qui lui ont fait croire que l'un des élus, le sieur Smeysers, habitait la section de Werbecq, tandis qu'il appartenait à l'autre section. Son élection est donc nulle. (Code électoral, art. 70.)

Après avoir ouvert pour la section de Molenbeek, une candidature spéciale, on obtient la majorité absolue, un scrutin de ballottage a été fait entre le sieur Célis, qui avait obtenu trente voix, et les sieurs Cuyper et Buysens, qui en avaient réunis chacun vingt-huit; le premier a été élu.

La députation permanente a jugé avec raison que la liste du ballottage n'aurait dû porter que deux noms, savoir : le candidat qui avait recueilli le plus de voix et le plus âgé des deux autres. (Code électoral, art. 144 et 145.) Mais inexactement informé, ce collège a désigné comme le plus âgé le sieur Cuyper. Or, il n'est né le 19 juin 1833, tandis que le sieur Buysens est né le 16 avril 1814.

La décision de la députation doit donc être également réformée sur ce point.

La solution de cette affaire est dans un arrêté royal du 5 août qui accueille le recours du gouverneur du Brabant et porte que les électeurs de la commune de Molenbeek-Werbecq seront convoqués dans les formes et le délai indiqués à l'article 189 du code électoral :

1<sup>o</sup> Pour élire un conseiller parmi les éligibles de la section de Werbecq, en remplacement du sieur Smeysers, dont l'élection est annulée;

2<sup>o</sup> Pour procéder à un scrutin de ballottage entre les sieurs Célis et Buysens.

On nous écrit de Verviers, 9 août :

« Je vous confirme le télégramme que je vous ai adressé en sortant de la séance du conseil communal. J'ai entendu plus nombreux s'étaient trouvés dans la salle du conseil. Verviers n'avait pas seul fourni des auditeurs, il en était venu des environs. On s'attendait à un débat vif, orageux et même très-peu parlementaire, car on ne sait pas toujours rester dans les bornes de la convenance au conseil communal de Verviers : la discussion a été calme et

raisonnée avec la passion. Jouer la comédie était son rêve, il la joua et tous ceux qui ont suivi notre Théâtre-Français savent comment, avec quel succès, quelle finesse et quel art le Régisseur, qui n'est plus aujourd'hui qu'un érudit, s'occupe d'écrire une sorte d'histoire du théâtre ou, du moins, un *Motiv des comédiens*, où toutes les traditions, toutes les nuances de chaque rôle sont rapportées et analysées.

Régisseur fut un acteur avant tout soigneux et réfléchi. C'est le travail et c'est l'étude qui lui donnaient la supériorité de son rôle. On ne peut pas dire qu'il ait été un grand comédien, mais il était capable d'écrire pour une encyclopédie un article sur le rôle qu'il traduisait si bien.

La décoration de Régisseur a donc été, je le répète, accueillie par le public avec un faveur marquée. Certains journaux, toujours prêts à se vanter de leur science, quelle finesse et quel art le M. Jules Simon pour ne pas perdre l'habitude de l'injustice. Ils ne pouvaient blâmer l'acte de justice qui récompensait le comédien, ils ont attaqué le jugement très-sévère et très-mérité que le ministre portait sur la direction qu'avait donnée M. M. Anber au Conservatoire du faubourg Poissonnière. Que si quelqu'un en effet a laissé des souvenirs d'administrateur fantaisistes, c'est le maître qu'on avait mis à la tête d'un pareil établissement. M. Anber était un directeur aimable, fort spirituel, dont les petits journaux inséraient les bons mots épiques et les plaisanteries octogénaires, et qui se régalait aussi volontiers, pour couronner une chanteuse, sur la couleur de ses cheveux que sur le volume de sa voix.

Le sceau de l'administrateur fantaisiste, c'est à lui de traiter l'art au lieu de le servir. Peu de chose de lui, le maître, le chantait comme un seau babil, il n'avait jamais connu les douleurs hésitations du génie qui doute de lui-même, s'interroge, hésite et regarde avec terreur l'avenir. Il se laissait vivre et n'avait guère de répugnance que pour se laisser mourir. Avec un public son petit visage ridé, ratatiné, malpompant et semblant, qu'entouré de visages féminins dont la fraîcheur projetait comme une ombre juvénile sur ces joues un peu blafardes de vieillard malicieux.

On trouvait charmant qu'il apparaît ainsi toujours, au fond d'un coupé ou d'une loge, semblable à un jeune joueur de flûte, entre deux ou trois nymphes de théâtre, extasiées de poudre de riz. On se disait : Il est toujours jeune ! Et les dactylos se penchaient à son oreille que caressaient pourtant des moches de cheveux blancs et lui disaient : « Vous avez toujours vingt ans ! »

Il en avait vingt, en effet pour diriger le con-

servatoire. Ce chérubin de quatre-vingts ans se plaisait à écouter chanter la romance à madame et lorsqu'on lui faisait le talent et le style de la jeune fille en lui disant qu'il y avait la de l'avenir :

— Soit ! répondait le directeur en souriant, mais elle n'est pas blonde !

— Qu'importe ! La pureté de la voix, le charme de la diction...

Tout ce que vous voudrez, mais elle n'est pas blonde !

En supposant que M. Anber, comme Orphée, possédât une lyre, les cordes ou devaient être faites de cheveux blancs.

C'est fort bien tout cela, mais ce n'est point là précisément ce qui constitue un bon administrateur d'établissement artistique. Peu à peu, sous un tel chef, la discipline, comme partout, s'était relâchée au conservatoire. Les pensionnaires, au lieu d'y loger, couraient gaiement le guilledou, et la forte école des bons élèves d'autrefois perdait singulièrement de sa valeur à ce relâchement. M. Jules Simon a donc eu raison d'insister sur les défauts de ce passé, afin d'arriver à n'y plus retomber dans l'avenir, et cette partie de son discours précisément aura eu l'approbation de tous ceux qui désignent la destination et le but de l'art au-dessus de la personnalité d'un homme, et il en a assez de talent, comme Anber, pour faire croire qu'il avait du génie.

M. J. Simon, d'ailleurs, si j'en crois le *Journal des Débats* et M. de Molinari qui l'en blâme, n'en a pas fini avec les sévérités. Il pourrait fort bien, sans rien perdre de sa courtoisie, en faire plus. Les cafés-chanteurs qui se multiplient dans Paris avec une rapidité étonnante et qui sont la cause de cette sorte de décadence du théâtre que ne peuvent rien ceux qui voient les choses de près. Le café-concert, en effet, a tout envahi. Il pulvérise pour un théâtre, Paris possède dix ou vingt cafés-concerts.

Aimez-vous la romance ? On en a mis partout. Et quelle romance ! L'argot remplaçant l'esprit, le sous-entendu obscène prenant la place de l'éclat de rire, un tas de vilénies sans nom débitées entre des pots de bière, devant des fillettes et des enfants. Le café-concert envahit, chaque soir, au théâtre quinze ou vingt mille spectateurs, peut-être davantage. A cette foule, le théâtre, en somme, aura donné une gaieté moins comique, un rire moins grossier, une émotion, un intérêt quelconque, et — qui sait ? — un enseignement ; le café-concert ne lui a présenté que des vulgarités, des drôleries frelaées, de méchantes vaudevilles déguisées et adaptées à la bagie, le tout entrecoupé de chansons patrio-

tiques où l'ange de la patrie, forcé de planer dans cette atmosphère opaque, saturée de caporal et de houbouille, comme un oiseau blessé, tomber son aile au fond d'un bœuf ou d'un bol de punch.

Et ces cafés-concerts, où, fumant et consommant, on dépense deux fois plus d'argent, en une soirée, que dans un théâtre, sont surtout nombreux dans les quartiers populaires. L'ouvrier parisien, au lieu d'écouter aujourd'hui un de ces bons gros mélodrames d'autrefois, où la vertu triomphe du crime, où le bien l'emporte sur le mal, se livre à la lecture de ces tristes et décevantes sentimentalités. Certes, s'il y a deux cent cinquante ou trois cents cafés-concerts à Paris, et je crois que le nombre de ces établissements atteint un pareil chiffre, les deux tiers appartenant à coup sûr aux quartiers populaires.

Le seul Monroque argot, si complet, si menaçant, vingt-huit ou trente fois compliqué, les cafés-concerts, qui n'ont aucune valeur légale en art et qu'on n'y reçoit que par tolérance.

D'où peut venir ce goût dépravé ? Uniquement d'un préjugé répandu dans les masses, de l'idée que la monnaie de cuivre ou de bronze a une valeur intrinsèque que n'a pas le nickel. Or, voici

l'enseignement moyen, est nommé membre du conseil d'administration ou la caisse des pensions des veuves et des orphelins des membres du corps administratif et enseignant des établissements d'instruction moyenne dirigés par l'Etat, en remplacement du sieur Blondel, décédé.

Le mandat du nouveau titulaire expirera le 31 décembre 1873.

— GREFFIERS PROVINCIAUX. — Par arrêté royal du 8 août, le sieur Lalonde (P.), est maintenu, pour un terme de six années, dans ses fonctions de greffier de la province de Luxembourg.

— COMMISSAIRES DE POLICE. — Un arrêté royal du 8 août accepte la démission, offerte par le sieur Moncaert (Adolphe), de ses fonctions de commissaire de police de la ville de Bruges.

— ADJUDICAIRES. — Par arrêté royal du 8 août, le sieur Vermeiren (E.), artiste graveur sur bois à Bruxelles, est nommé professeur de gravure sur bois à l'Académie royale des beaux arts d'Anvers, en remplacement du sieur Brown, décédé.

A l'occasion de la délivrance de S. M. la Reine, un *Te Deum* sera célébré solennellement en l'église des SS. Michel et Gudule, dimanche 11 août, à 10 heures.

Des places seront réservées aux autorités.

— Le bournestre a reçu pour les pauvres de Bruxelles : de trois anonymes, trois billets de banque de 100 francs, n° 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 49











